

Session Plénière du 25 Février 2016

Rapport n°16.02.01 Budget Primitif 2016 (Lycées / Apprentissage)

Intervention de Philippe LECOQ (Groupe Front National)

Monsieur le Président, Chers Collègues,

La politique éducative est au cœur de l'action du conseil régional, et demeure une véritable priorité.

Un budget qui marque, notamment pour ce qui est des lycées une certaine volonté d'amplifier les efforts, une part du budget importante. Déjà au sujet de la rénovation énergétique, je note, plus de 15 millions par an investis, près de 20 à présent. C'est un budget qui est aussi orienté vers l'aménagement, la réhabilitation, la construction, je pense à Augustin Thierry pour sa restructuration d'internat, le nouveau gymnase Grandmont à Tours pour ne citer que cela, je dois dire que nous avons le devoir de l'accompagner notamment sur ce volet.

M. le président, je voudrais rappeler aussi que l'effort d'éducation est fondamental, le rôle des enseignants... des agents des lycées qui sont indispensables, nous avons le devoir de continuer à investir dans nos lycées, c'est une nécessité, malgré un coût qui n'est pas des moindres puisque nous consacrons près de 91 millions d'euros en investissement dans le domaine de la rénovation, construction, réhabilitation et équipement des lycées, avec je le rappelle un pouvoir de décision modeste tout de même, puisque c'est l'éducation nationale qui décide de l'ouverture ou bien de la fermeture des filières.

Dans le domaine du déploiement des moyens informatiques dans les établissements supérieurs, nous ne sommes pas spécialement favorable à la distribution de tablettes par Ordi Centre, 4200 à la rentrée 2016, 1 millions 200 mille euros, nous l'avons déjà évoqué, je ne vois pas en quoi cela apportera la réussite de chacun, d'ailleurs tout comme au niveau des aides prévues par le « Plan Avenir Jeune », je pense au permis de conduire, cela se retrouve dans ce budget et nécessite des coûts, ce qui relève du gadget à nos yeux, ainsi qu'un budget en légère baisse sur la mobilité des lycéens, si minime soit-il, mais que les efforts par exemple sur les bourses doctorales, si elles sont poursuivies, devraient être mis en priorités puisque nous savons que

l'accès à ces écoles, financièrement est difficile pour un grand nombre de famille et d'étudiants. Egalement, dans le domaine de l'accès aux soins, où notre Région connaît un véritable déficit.

La Région doit aussi placer l'apprentissage dans les priorités, en articulation avec les formations des lycées professionnels avec l'ouverture de nouvelles filières. Une enveloppe budgétaire de 63,5 millions d'euros pour 2016. La restructuration des ateliers de maintenance automobile du CFA de la chambre de métiers et de l'artisanat du Loiret, ou sur une opération de 9 millions d'euros, la Région finance à hauteur de 8 millions 100. Il y a là un véritable travail d'avenir. Le CFA de Blois, BTP, 24 millions d'euros, près de 10 millions à la charge de la Région, ce qui représente un coût, en espérant que nous formerons des jeunes pour répondre aux demandes des entreprises, **pour ne plus embaucher de travailleurs détachés**, ce qui donne tout intérêt à ces investissements. Je crois qu'il est urgent de mettre tout en œuvre pour faciliter la voie de l'apprentissage, avec les aides aux employeurs.... suite à deux années de baisse des effectifs... une reprise légère.

Si je prends le détail par programme, la présentation des données chiffrées dans ce dossier lycées, nous retrouvons 480 000 euros consacrés à la prévention santé, pour laquelle nous restons perplexes dans certains modes de contraception, tout en étant favorable à la prévention des conduites à risque, espace écoute, appel à projet autour de l'alimentation, qui reste un budget en légère baisse.

La mobilité internationale des étudiants, 2 millions en crédit de paiement pour accompagner les étudiants à l'étranger suivre une formation ou un stage dans le cadre de leur cursus. N'y a-t-il pas des économies à faire dans ce domaine ? N'avons-nous pas, sur le territoire national, suffisamment de quoi proposer à nos étudiants ?

Un dernier mot pour conclure, sur le dossier de la coopération décentralisée.

Même, si ce sont des budgets qui ne concentrent pas énormément de dépenses, à la lecture de ce rapport sur cette partie, la synthèse reste très floue. Assez peu expliquée. Parfait pour ce qui est des jumelages européens, aide humanitaire d'urgence à des initiatives d'actions groupées mobilisant plusieurs collectivités françaises en direction de zones prioritaires. Mais nous resterons vigilent sur des frais engagés par la collectivité dans des pays comme le Laos, la Chine, l'Inde. En raison de la baisse des dotations nous tenus à des économies budgétaires. Nous avons une grande priorité... l'emploi, la formation dans notre région et surtout les déserts médicaux.

Je vous remercie.